

# ATTAG-BRUXELLES LES DOCUMENTS



# À QUOI SERVENT LES JOURNALISTES ?

JANVIER 2012

**LA** presse dite de qualité est en crise. Est-ce une mauvaise chose? En Belgique francophone ne restent plus que deux journaux d'opinion pour construire les convictions.

Deux journaux...? C'est ce qu'on appelle le pluralisme démocratique à l'état pur. En réalité, sous l'apparence de la différence, c'est la loi du pareil au même qui prévaut.

*La Libre Belgique* (créée par la famille Jourdain)? Sous couvert d'objectivité chrétienne, ce quotidien ecclésial a pour vocation de faire couler dans la tête de ses lecteurs sanctifiés les idiomes de la pensée libérale de marché.

Et puis, il y a *Le SOIR*. Présentement, le fleuron du groupe *Rosset* est en train d'organiser son propre suicide en s'abrutissant dans une sorte de dernière heureisation accélérée de sa présentation et de sa représentation du monde.

Pour cette tâche d'aviissement public éditorialisée par sa théoricienne en chef Béatrice Delvaux, *Le SOIR* vient d'ailleurs de nommer Didier Hamann au titre de Directeur-rédacteur en chef. Didi Hamann? Durant six années, ce reporter PS avait d'abord écumé les pages politiques de *la Dernière Heure* dont il a contribué à faire le journal-poubelle que l'on connaît.

Question: quelle est l'ambition éditoriale du *SOIR* au professionnalisme prétendument neutre? Spectaculariser les nouvelles pour mieux faire couler dans la tête de ses lecteurs embobinés les idiomes de la pensée libérale de marché. Quant aux chaînes publiques de radio et de télé, n'en parlons pas. Elles ont elles-mêmes organisé leur propre déstabilisation autour du principe des vases communicants (public/privé/public..., et ainsi de suite). Aller-retour?

Aller: Francis Gilson (ex-patron de *BelRTL*) préside aujourd'hui les radios de la *RTBf*, en leur assignant une esthétique de plus en plus racoleuse et commerciale.

Retour: plusieurs des présentateurs vedettes de notre radiotélévision ont d'autant plus facilement accepté d'être achetés par *Radio Télé Luxembourg* que les contenus des émissions, leur encadrement publicitaire est de la même veine et de la même engeance que celles dispensées et diffusées par la *RTBf*..., depuis les années 80, sur le modèle de *RTL*.

L'info à la *RTBf*...? Jean-Pierre Jacquin, le patron du Journal Télévisé, a récemment expliqué comment «*le JT a retrouvé toute sa réactivité*». «*Depuis un an, confie-t-il, tout heureux, la patte de la RTB se matérialise au travers de certaines séquences: il y a ruptures de formats, des sujets plus étonnants. Nous avons retrouvé cette réactivité pour laquelle nous étions moqués depuis les attentats du 11 septembre 2001. Nous l'avons fait quand il y a eu 1.000 kilomètres de bouchon à cause de la neige il y a un an; lors de la tempête de juillet; lors des récentes inondations... Et cela porte ses fruits. Quand nous commençons notre Spéciale "Inondations" à 18 heures 45, le JT de 19 heures 30 fait mieux que celui de RTL...*

*Quand nous diffusons la désignation de la Coupe du monde 2018, nous attirons 2,5 fois plus de téléspectateurs que RTL... Les exemples donnés montrent aussi notre volonté de donner une information qui concerne le public... La question n'est plus pour nous de savoir si nous voulons être challenger ou leader mais de savoir si –au travers de nos audiences–, nous remplissons notre mission de donner une information de service public» (sic).*

Quant à la radio, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Il y a exactement cinq ans, la première chaîne, tranche «7-8 heures» du matin, venait de pulvériser un record en faisant du 28 à l'heure. Or fin janvier 2012, sur la même tranche horaire, le *Premier programme radio*, a fait mieux, beaucoup mieux: «du 49 à l'heure».

Oui...: 49 réclames à l'heure, 49 mentions de firmes et de sociétés privées, promues à travers 49 spots publicitaires en moins de 60 minutes. Autrement dit: le lavage de cerveaux, le lessivage intégral.

Tels sont bien le sort et l'évolution catastrophiques réservés désormais à la radiotélévision de service public, sous les auspices du socialisme de marché. Puisque les rênes du pouvoir RTBéin ont toujours été tirées par des désignés du PS et, en l'occurrence ces dernières années, par Jean-Paul Philippot (l'administrateur-délégué à cette décadence)... Depuis trois décennies, la transfiguration des médias publics (télé et radio) de la Communauté française est, en fait, facile à décrire: c'est la dégringolade, l'abaissement, la décrépitude, la dégénérescence. Bref: la ruine...

Jean FLINKER

# 2005

Le gouvernement Verhofstadt-Onkelinx veut mettre fin au système des prépensions.  
Les médias, unanimes, saluent cette nouvelle agression sociale  
et fustigent les grévistes qui entendent contester le soi-disant  
*«Pacte de solidarité entre les générations».*



# COMMENT LES MÉDIAS NOUS ONT ASSASSINÉS..



**C'**est impératif: d'ici 2010, il faut retarder le départ à la prépension» (communiqué de la Fédération des Entreprises de Belgique, 22 août 2002). «Assez d'immobilisme. Finies les discussions. Il s'impose d'élaborer une autre politique en matière de fin de carrières et de ne pas se cantonner au terrain connu des droits acquis» (idem, 2 décembre 2003). «À politique inchangée, le vieillissement de la population entraînera un coût supplémentaire, une hausse intenable en raison de l'espérance de vie accrue» (idem, 7 juillet 2004). «Il faut créer les conditions pour que les entreprises disposent d'une main-d'œuvre plus nombreuse, meilleure et moins coûteuse. Dès maintenant» (idem, 8 septembre 2004). «Il ne s'agit pas d'une révolution, mais de nous rapprocher de la moyenne européenne» (idem, 2 octobre 2005).

**«IMPOSSIBLE».** Les derniers mois, la FEB s'était donc déchaînée. La presse «impertinente», «à la poursuite farouche du progrès» (sic), avait évidemment enchaîné. «Impossible de financer les pensions du papy boom si 72% des Belges ne travaillent plus après 55 ans» (Le SOIR, 14 juillet 2004). «La Belgique grisonne. Pour payer les pensions, la Sécu devra collecter suffisamment de cotisations chez les actifs» (Le SOIR, 21 décembre 2004). «Pour financer le vieillissement, il faudra faire plus d'efforts. L'OCDE désire sabrer dans les prépensions (...). Alors, au travail! C'est aussi le point de vue du Gouverneur de notre Banque Nationale» (Le SOIR, 10 mars 2005). «Au boulot, les tempes grisonnantes» (Le SOIR, 14 juin 2005).

«Tout, ou presque, reste à faire. Le papy boom va, à partir de 2010, ankyloser l'économie et faire fondre le financement de la Sécu (...). Impossible, à moins de réduire notre prospérité, de laisser une majorité de salariés filer vers la prépension dès 58 ans» (Le SOIR, 22 septembre 2005). Etc, etc...

Quatre jours après la grève générale emmenée le vendredi 7 octobre 2005 par la seule FGTB, Guy Verhofstadt convoque devant le Parlement la double fatalité «du vieillissement et de la mondialisation» pour annoncer 66 mesures destinées à maintenir plus de personnes au travail, à décourager la sortie anticipée du marché de l'emploi, à remettre à l'ouvrage les chômeurs âgés. «Travailler plus longtemps n'est pas une punition», ponctuera le Premier ministre qui, c'est connu, à une longue expérience du travail en usine...

C'est peu de le dire. Dans les entreprises, le soi-disant «pacte» entre les générations a attisé du dissentiment, du désordre social puisque, à la base, les affiliés énervés poussent les trois syndicats à fortifier une riposte commune plus efficace.

**PURES PEURS...** Dans ce contexte de désobéissance diffuse, partis de gouvernement et médias associés vont s'atteler à transfigurer ce sentiment de révolte pourtant bien là, et à le psychologiser : en faire une réaction purement émotive dont «la peur face aux changements nécessaires et aux inévitables incertitudes du lendemain» constituerait l'unique ressort. «La grève a fusé, écrit ainsi Bénédicte Vaes dans Le SOIR du 9 octobre, à la fois prise de parole, coup de force, acte de catharsis. Les salariés ont clamé leur inquiétude».



Laurette Onkelinx: «*Je comprends l'angoisse des gens*» (*Le SOIR*, 24 octobre). «*Vendredi dans la rue, les salariés diront surtout leur peur multi-forme*» (B. Vaes, *Le SOIR*, 27 octobre). Elio Di Rupo: «*Je comprends les craintes des gens. Nous sommes confrontés à tant d'incertitudes*» (*Le SOIR*, 28 octobre). Didier Reynders: «*Le MR comprend les inquiétudes des citoyens*» (idem). Guy Verhofstadt: «*Oui, moi aussi, je comprends l'inquiétude des gens qui manifestent*» (*Le SOIR*, 29 octobre)... Du coup, pour dissiper cet état d'esprit décidément «apeuré», un surplus de tact, d'empathie, de qualité d'écoute et de compatissance devraient agir afin de réconcilier les uns et les autres. Telle est, en tous cas, la conclusion éditoriale affirmée par Vaes dans *Le SOIR* du 27 octobre (à la veille d'une grève générale portée, cette fois, en front commun): «*Vendredi, les salariés diront surtout leur peur de la précarité, de la mondialisation, des restructurations, du chômage des jeunes. Ils en ont le droit. Au gouvernement de les apaiser. Il en a le devoir. Parce que le peuple et l'Etat seront bien forcés de continuer à vivre ensemble*». Le même jeudi, à 19 heures 30 lors du Journal télévisé de la RTBf, Zoé Genot –c'est un comble– tiendra les mêmes propos humanitaires, invitant les autorités à faire preuve de mansuétude maternelle car les gens «*oui, les gens attendent qu'on leur tende la main*» (sic)...

**INCIVIQUES.** Faire travailler les gens plus longtemps (en retardant les départs en prépension [10 ans de carrière en plus, dès 2012, pour «la conventionnelle»] et en obligeant les salariés victimes de restructuration à retrouver un autre travail) ?

Ces mesures qualifiées de «*symboliques*», le gouvernement avait tenu à les encadrer par des aides spécifiques à d'autres catégories d'infortunés: ajouter 512 millions d'euros aux 4,758 milliards annuels déjà affectés aux réductions de charges patronales; appliquer une seconde DLU aux inciviques de l'impôt à travers la reconduction d'une nouvelle *Déclaration libératoire* «*unique*»... Une politique de parti pris contre laquelle continue de monter un juste ressentiment populaire. Comment, dès lors, rencontrer ce jugement pour mieux le contrer ?

**«PRÉJUGÉS».** «*L'électeur n'aime pas qu'on le traite à la hussarde, avait plaidé par avance la spécialiste en stratégie sociale, Bénédicte V. Sur le terrain de la vie et celui des entreprises, on préfère évoluer par mouvements successifs s'ils se poursuivent dans la continuité. Réformer les carrières exige de déraciner des préjugés, de transformer des mentalités, de rassurer (...). Interdire (toute) prépension susciterait d'énormes vagues de protestation (...). On ne gagnerait pas la révolution dans les têtes*» (*Le SOIR*, 22 septembre). C'est clair ? C'est clair. La contre-révolution culturelle va donc redoubler de vigueur. D'abord, en présentant méthodiquement les faits à l'envers ●●●



## COMMENT LES MÉDIAS NOUS ONT ASSASSINÉS...



••• Ainsi, le 5 octobre (deux jours avant la première grève générale), *Le SOIR* met en scène –cul par dessus tête– la nouvelle tentative gouvernementale cherchant à corrompre l'opinion publique: «*Positif* (sic): la majorité promet de relever les pensions. *Négatif* (sic): les syndicats coincent toujours sur les pré-pensions» (B.Vaes). En réalité, si on se place du côté de ceux qui luttent, «*Positif*» et «*Négatif*» sont à inverser; de surcroît, les pensions en Belgique (qui sont les plus basses d'Europe) se verraient royalement rehaussées, à partir de 2008, de 5 euros par mois –soit à peine 0,00004% du budget.

12 octobre (toujours dans *Le SOIR*), Bénédicte Vaes: «*Verhofstadt II, un accord et ça repart... Le compte est bon* (sic). *Voici les principales mesures: adoucir* (sic) *les prépensions involontaires. Aider* (sic) *les travailleurs licenciés à retrouver du boulot, doper* (sic) *l'emploi des peu qualifiés, favoriser* (sic) *les quinquas licenciés, augmenter* (sic) *les pensions...*».

Bref «ça repart» car, dans le même temps, les oppositionnels à la grève –quels que soient leur rang et leur rente (qu'il s'agisse de Reynders, Onkelinx ou Milquet)–, tous trouvent place nette dans les médias de révérence.

D'ailleurs, pour Jean-Luc Dehaene, «*faire grève ne sert à rien: dans notre pays, ce n'est pas la rue qui décide*» (VRT, 7 octobre). Même topo pour la FEB: «*Que résout encore une grève aujourd'hui? Rien! La grève, organisée ce jour par la FGTB, est inopportune et illicite*» (toute la presse du 7 octobre). Freddy Willockx (dûment présenté comme le porte-parole de l'aile gauche du SPa): «*La grève n'est pas légitime*» (*De Morgen*, 8 octobre). Qui plus est, selon l'étoile montante du Socialistische Partij, Hans Bonte, «*les syndicats sont désormais des forces conservatrices*». «*La grève est inacceptable*», récapitulera Gerolf Annemans du Vlaams Belang, le 9 sur la VRT Eén. «*Le VLD dispose du soutien de nos 18 députés. Car je suis content de voir que le parti libéral reprend une de nos propositions de loi (que nous présentons depuis 20 ans déjà), pour rendre les syndicats responsables de leurs débordements!*».

De toute manière, Laurette Onkelinx avait déjà préventivement informé les indécis et les butés sur la conception socialiste de l'ordre démocratique dans notre pays: «*Le gouvernement imposera sa décision sans les syndicats, si on n'arrive pas à un accord*» (*De Standaard*, 1er octobre).

**DESPOTISME.** «*La majorité a réussi à réformer les carrières comme l'Union européenne le lui ordonnait* (sic) (...). *Le chambardement des prépensions est lancé. Aucune contestation n'y changera rien*», a répété B. V. (dans «*Le SOIR... j'ai envie de savoir*» du 11 octobre).

Malheureusement pour la majorité, la base des trois syndicats persévère à vouloir rejeter ce type de réformisme despotique et a décidé une nouvelle grève «commune» le 28. Pour les élites journalistiques, c'est à n'y plus rien comprendre.

Bénédicte, 19 octobre: «*On* (sic) *a répété à l'envi* («on», c'est –entres autres– B. Vaes, NDLR), *qu'on doit relever le taux d'emploi des seniors sous peine de voir implorer la protection sociale... Mais, à la base, on parle avec ses tripes, pas avec les chiffres (...)*».

Qu'importe. Pour le gouvernement, il n'y a pas d'états d'âme qui tiennent. «*Si le PS adhère au Pacte pour les générations, c'est parce qu'il est bon*», reprécisera la vice-Première Laurette O. dans *Le SOIR* du 24, qui lui a –une nième fois– accordé une interview pleine page. «*À propos de la manière dont certains délégués ont informé les affiliés sur le contenu du Pacte, Laurette Onkelinx parlait de désinformation (...). La philosophie du Pacte ne peut être remise en cause*»: dans *La Libre Belgique*, c'est au vibronnant columnist en chef, Michel Konen, que l'on doit cet iconoclaste aveu. Trois jours plus tard, l'arrogant continuera à faire du plat à la dirigeante socialiste: «*La FGTB, essentiellement, a pollué le message et un trop grand nombre de citoyens ne comprennent plus rien aux objectifs du plan gouvernemental*».



*Trop décisif (...). Le gouvernement serait bien inspiré d'améliorer sa communication à ce propos» (La Libre 29 octobre). «Il serait suicidaire d'inverser le cap (...). Les syndicats doivent savoir modérer leurs propos s'ils veulent éviter une faillite de la Sécu, qui serait bien plus préjudiciable encore à leurs membres», rajoutera Christian Carpentier dans la Dernière Heure du 29 –histoire de prouver que le pluralisme médiatique, dans notre pays, n'est pas un vain mot.*

*«Le gouvernement doit appliquer le plan sans restrictions», surenchérit la FEB. «Intégralement» (Bert Somers Président du VLD). «On ne négociera plus» (Guy Verhofstadt).*

**«PASSONS».** Dès le 29 octobre, au lendemain d'une grève interprofessionnelle réussie et d'une manifestation qui a rassemblé 100.000 personnes contre «le Pacte qui "oppose" les générations», la presse s'est donc donné le mot pour persifler la contestation et siffler la fin des protestations. Pour la circonstance, Béatrice Delvaux, rédactrice en chef du *SOIR*, se charge de l'entrée en matière: «Deux grèves, passons (sic). Trois, ce serait du dégât. Car ministres et syndicalistes ont à jouer un rôle central qui n'est pas d'être populaires: être des hommes d'État (...).»



## COMMENT LES MÉDIAS NOUS ONT ASSASSINÉS...



... Toutes les grèves du monde ne pourront rien changer à cette équation: le financement des pensions (...) doit être adapté par égard pour les générations à venir.

Comme par télépathie, Paul Geudens dans la *Gazet van Antwerpen* avait tenu à chanter, en flamand, le même refrain: «Un Premier ministre qui brave la protestation syndicale comme un homme d'Etat courageux et de grand format, y a-t-il plus beau cadeau pour un libéral? Margaret Thatcher l'avait bien fait avant lui». «Atterrir en douceur ou entrer en guérilla sociale, avec un, deux, trois jours de grève générale...? Les syndicats pourraient s'engager dans un scénario sans issue (qui) déboucherait sur le seul constat de leur impuissance» (Bénédicte Vaes, 9 novembre).

«Même retouché, "le pacte" ne passe pas la rampe. On annonce de nouvelles actions. Bon, un peu de sérieux. Pourquoi s'acharn(er) à refuser cette réforme des pensions? (Parce qu') on se bat pour des symboles. On sombre parfois dans l'irrationnel. L'enjeu devient le pouvoir de dire NON. Le refus d'avaliser une défaite sociale.

(Aujourd'hui), on saura si les syndicats s'engagent dans des grèves jusqu'aboutistes, par volonté de narguer le monde politique» (B. Vaes, 22 novembre).

«Dans la Belgique d'en bas, la colère ouvrière continue de fuser.

Ce volcan crache, outre ses coulées de rage, des miasmes de poujadisme (...). Où tout cela va-t-il aboutir? Entre-t-on dans un temps de grand désordre social? Il ne servirait à rien, de fait, d'enchaîner des grèves contre le gouvernement» (idem, 23 novembre).

Le journal conservateur *De Standaard*, avec d'autres mots, ne dira pas autre chose. «Les syndicats ne mènent même pas un combat d'arrière-garde. Ils se déploient sur le champ de bataille d'une guerre antérieure. Ils piétinent sur un sentier qui ne conduit nulle part. Parce que la base le veut. Mais qu'est-ce que ça veut dire?».

**DEMAIN DE MAÎTRES.** Outre une campagne d'autopromotion publicitaire étalée un mois durant dans toute la presse écrite (coût: 100 millions de francs), le gouvernement va –il est vrai– agir de mains de maître pour mieux étrangler un mouvement décidément indocile.

Adoptant la stratégie de la terre brûlée, il a fait traduire –au pas de charge– le Pacte en loi-cadre et en arrêtés d'application: en quelques heures l'affaire a été pliée.



Ensuite, il a conclu un nouveau rendez-vous avec les partenaires sociaux pour la mi-novembre, rendez-vous au cours duquel chacun aurait le loisir de discuter de modalités d'exécution. Une manière filoutée d'enfermer les syndicats dans un calendrier rallongé et d'en espérer la démobilisation.

«De mains de maître» ? Avec pour la main droite, Verhofstadt: «*On ne renégociera rien. La réforme sera exécutée comme nous l'avons décidé*» (26 octobre). Et pour la main gauche, Onkelinx: «*Le Pacte est un cadre. On peut tout négocier à condition que ce ne soit pas contraire à l'esprit, aux principes*» (7 novembre). «*Il y a une ouverture totale à propos de tonnes (sic) de modalités d'exécution (sic)*» (L. Onkelinx, *La Libre*, 7 novembre). «*Il subsiste des espaces majeurs de dialogue*» (idem, 25 novembre). Un dialogue qui –on s'en doute– n'aura débouché que sur des changements de virgules, avec des syndicats négociant la régression sociale dans une logique de marchandages et de concessions unilatérales.

**RAVIES.** «*Cette fois, elle a tenu bon, la majorité. Elle a imposé son pacte contre vents populaires et marées syndicales*»... Qui est l'auteur de ces lignes ravies? Bénédicte Vaes, le 26 novembre. Bien sûr, «*il restera un malaise social. Enorme. Inquiétant*» (la même, le 10 décembre). Mais, c'est heureux, «*nulle menace de grève ne plane sur les réveillons*» (idem, 14 décembre). D'autant que «*le monde syndical entend garder son souffle et ses forces pour un nouveau round qui s'ouvrira en 2006: le pacte de "compétitivité" qui implique la modération salariale*» (idem).

«*Des réformes audacieuses sur le plan économique*»: c'est ce qu'a d'ores et déjà tenu à préciser Guy Verhofstadt pour qui «*nous devons poursuivre sur le même élan et réaliser le même exercice de concertation avec les partenaires sociaux*». On ne saurait mieux dire. Alors autant le répéter pour les malentendus et les malentendants: «*Avec le Pacte des générations, on a consciemment opté pour une approche très douce. Ce serait une erreur fatale de croire qu'il s'agit d'un point final aux indispensables réformes*» (Frank Vandebroucke, ministre flamand de l'Emploi, *De Morgen*, 21 janvier 2006).




---

Jean FLINKER



# 2011

Le gouvernement Di Rupo-De Croo décide un plan d'économie drastique, ménageant les plus riches. Les médias, unanimes, saluent le courage des dirigeants et fustigent les grévistes qui ne sont pas d'accord avec les plans d'austérité punitive...



# HARO SUR LES GRÉVISTES



**LE** 2 décembre, le mouvement syndical – qui n’a guère apprécié l’accord de gouvernement – organise une manifestation-canon contre l’austérité. 80.000 personnes défilent à Bruxelles, soit la plus grande mobilisation sociale depuis «le Pacte des générations». Aucune réaction ministérielle. Enfin, ce n’est pas tout à fait vrai. Dès le 6 décembre sont annoncées les premières mesures concernant le système des prépensions : elles seront reculées de 60 à 62 ans. Furibard, le Front commun syndical organise le jeudi 22 décembre un mouvement de grève dans les services publics. Cette mobilisation d’ampleur, bloquant le pays jusqu’à un certain point, déclenche alors une offensive médiatique concertée contre les syndicats.

Le premier à donner le ton? Le ministre SPa Johan Vande Lanotte, dans le journal *Le Soir* : «*Avant même d’avoir un gouvernement, on a déjà manifesté ! On est déjà en train de préparer la grève. Ce n’est pas comme ça que marche une démocratie ! Évitez de vous mettre hors-jeu ! Restez dans le jeu ! Deux millions d’affiliés, cela donne des responsabilités*» (6 décembre). Une fois ce message passé, éditorialistes et journalistes suivront. A la traîne.

Le 20 décembre, Béatrice Delvaux, penseuse en chef du quotidien de la rue Royale, commente : «*Les grèves, compréhensibles, ne changeront rien à la réalité et à la cruauté de cette crise*».

Les réformes sont nécessaires et inévitables ; il faudra «s’adapter». L’éditocrate fait mine de s’attrister, mais son jugement est sans rémission : «*C’est ce qu’on appelle l’adaptation du modèle social, qui va de pair avec le recul social. Ces mesures nous étaient annoncées comme inévitables depuis belle lurette*».

«**INÉVITABLES.**» Puis, deux jours plus tard : «*Le modèle social doit s’adapter, nous n’avons plus les moyens de nos dépenses, nous devons structurellement réformer. [Les réformes] sont dures, hélas inévitables, nous l’avons déjà écrit*».

Le 21 décembre, l’hebdomadaire *Moustique* complète cette fine analyse par un «*À quoi bon ? Les causes semblent désespérées*». Idem, avec *La Libre Belgique*, qui titre : «*Philippe Moureaux a le cœur déchiré : "C’est injuste mais indispensable !"*»...

Le mouvement syndical lui-même devrait d’ailleurs se rendre à l’évidence. «*Les syndicats le reconnaissent à demi-mots : la marge de manœuvre du gouvernement Di Rupo est très étroite*» (*Le Soir*). «*Il apparaît que le banc syndical ne sait pas encore exactement vers où l’on va, tenté par le rejet total des mesures gouvernementales, mais aussi convaincu qu’on n’y coupera pas...*» (*La Libre*).

Il n’est donc «plus possible de reculer» (*Le Soir*). On l’a compris : avant même qu’elle ne se déroule, la mobilisation est annoncée comme irrationnelle, inutile et contre-productive.





Certes, l'expression des grévistes est «*légitime*». Mais elle est le reflet de «*l'inquiétude*», non d'une position raisonnable.

La première préoccupation des médiocrates va alors consister à dénoncer l'ampleur et les effets de la grève, en recourant à un vocabulaire d'apocalypse : «*Chaos en vue !*», annonce *Le Soir* du 21 décembre. «*L'enfer des voyageurs a commencé*», confirme la *Libre Belgique* du même jour.

Et *La Dernière Heure* déclame, sinistre : «*La grève continue. Le pays à l'arrêt jusqu'à Noël !*»...

**SYNDICATS NOCIFS.** Dès le 22 décembre, la *Libre Belgique* titre son éditorial : «*Un droit, pas tous les droits*».

La suite est de la même veine : «*Le droit de grève est un droit fondamental mais qui ne donne pas tous les droits, n'autorise pas tous les excès*». La grève «*sauvage*», cette «*mauvaise pratique*» n'est «*pas acceptable*», qui montre les Wallons «*de la pire des manières (...) prenant en otage des milliers de navetteurs*». Il faudrait donc que les grévistes wallons arrêtent «*de se tirer une balle dans le pied...*».

Aller à sens unique ? Le *Soir* du 23 décembre opte pour la mise en débat, faussement interrogative, dont le thème s'avère tout sauf anodin : «*Où s'arrête le droit de grève ?*». Si Mateo Alaluf, sociologue du travail à l'ULB, essaie d'en défendre le principe, la question suivante du journaliste est claire : «*Ce droit de grève donne donc tous les droits ?*», est-ce «*encore raisonnable ?*».

Avec un sens aigu des nuances, Marc de Vos, professeur à l'Université de Gand et directeur d'*Itinera* (un *think tank* ultralibéral) compare les grévistes au tueur qui a fait six morts à Liège en décembre. «*Ce qui s'est passé jeudi est inacceptable. Si vous voulez capter beaucoup d'attention, faites comme ce tireur fou de Liège... C'est une logique criminelle, ça, où est la limite? Après les blocages, les chantages, où cela va-t-il s'arrêter? N'oublions pas que nous vivons dans un État de droit tout de même*».

Pas mal : cette prétendue remise en cause de l'État de droit par les grévistes offre l'occasion rêvée de remettre en avant la nécessité impérieuse d'une loi sur «*le service minimum*». Et de mettre en cause, le rôle des syndicats. C'est d'ailleurs la «*Une*» choisie par *Moustique* (du 17 décembre) avec un provocateur «*Faut-il virer les syndicats ?*» ●●●





... Un «dossier» frappé des plus gros stéréotypes («Ils aiment manifester et faire la grève. Ils n'aiment pas les patrons ni le changement. Quelles réalités se cachent derrière les clichés que charrient les syndicats?»). Mais qui promet d'être «objectif». En exergue, des questions et assertions caractérielles : «Les syndicats sont des structures archaïques et dépassées»; «Créées au 19ème siècle, les organisations de défense des travailleurs sont-elles encore adaptées au 21ème?»; «Se syndiquer, c'est ringard et inutile»; «S'ils ne servent plus à rien, pourquoi continuer à payer des cotisations? Un monde sans syndicat tournerait-il moins rond?». Une «enquête» qui tient toutes ces engagements.

**MORCEAUX CHOISIS.** «Vendredi 2 décembre. C'est avec une certaine appréhension que les navetteurs se rendent à la gare. En ce jour de manifestation nationale contre l'austérité, ils craignent de se frotter à une nouvelle pagaille sur le rail. Mais c'est tout le contraire : la circulation n'a jamais semblé aussi fluide et les panneaux horaires n'indiquent aucun retard. Nulle part. Ben tiens, pense-t-on, quand il s'agit de convoyer les camarades syndiqués vers une manif, les cheminots font bien les choses (...). Sur les quais de la gare du Midi, les trains déversent des groupes vêtus de rouge, de vert et de bleu. Des manifestants sont déjà bien excités. On entend des cris et des chants. Certains navetteurs sourient, d'autres affichent une moue de réprobation. "Il y en a qui carburent pas qu'au café", nous glisse un compagnon de voyage.



En quelques minutes, nous vivons l'illustration de deux images qui collent à la peau des syndicats : leur culture de la grève et celle du manifestant braillard et bourré, trop content d'échapper à un jour de travail pour venir perturber l'activité des "honnêtes travailleurs". Se faire élire délégué, c'est entrer dans la caste de ceux qui sont les plus difficiles à virer. Est-ce la seule motivation à se présenter sur les listes ?...

Pourtant, Moustique n'est pas le seul à enfile des perles antisyndicales.

Le Soir du 23 décembre offre aussi ce genre d'imprécations à l'adresse de ses lecteurs accablés: «Les barrages aux portes de Bruxelles ont été levés vers 10 heures 30. "L'heure de l'apéro", ont médité les vilains. De l'apéro, du shopping de Noël, ou du retour à la maison jusqu'à la prochaine fois. Un jour de grève c'est un jour de grève, quoi !».

Des médias qui revendiquent leur indépendance, leur objectivité et leur diversité rédactionnelle ? Au lendemain de la grève générale des services publics, leur constat sera unanime, le stylo sur la couture de l'uniforme. Le premier mot d'ordre délivré, c'était : «Que la grève est inutile».

Le quotidien francophone de révérence titrera donc: «Une grève pour rien». En cela, il sera imité (ou bien est-ce l'inverse ?) par La Dernière Heure, quotidien historiquement libéral : «Une grève pour rien».

Bref. Pour être dûment informé, il nous reste à aller lire ailleurs.





# VITE, RIEN NE PRESSE !

**EN** Belgique, les médias francophones «ne sont pas libres». Telle est la thèse, parfaitement étayée, de Geoffrey Geuens. Y aurait-il encore des questions à se poser au sujet de leur prétendue indépendance?

«Personnellement, avance-t-il, je crois que la question du capital des entreprises de presse est fondamentale et impacte la construction de l'information, même si ce n'est pas mécanique».

Selon ce chargé de cours à l'Université de Liège, «prétendre que les entreprises de communication ne sont actives que dans leur propre secteur est une vision des plus réductrices.

*La plupart des grandes familles, qui possèdent la presse, ont des intérêts dans d'autres domaines : on oublie souvent qu'au sein des Conseils d'administration, il y a des personnalités qui sont liées aux plus grands groupes industriels et financiers du pays».*

Certains membres de la famille le Hodey –qui édite les journaux du groupe IPM, dont *La Libre Belgique* et *La Dernière Heure*– occupent des postes dirigeants dans d'autres sociétés.

Et la place de Président du Conseil d'administration d'IPM revient désormais à Axel Miller (l'évincé patron de *Dexia*) qui truste aujourd'hui les mandats chez *Carmeuse* et *Spadel*.

Thomas Leysen ? Le séillant patron flamand est à la fois Président du groupe *Corelio* (*L'Avenir* et *De Standard*) ainsi que de la *KBC*. Quant à Bernard Marchant, chez *Rossel*, il a lui aussi d'autres mandats. Et tous siègent au comité de direction de la FEB. «Affirmer que la presse est dirigée par des personnalités, qui n'ont d'intérêts que dans ce secteur, est donc contraire à la vérité. La plupart de ces familles sont aussi les plus grandes fortunes du pays»...





Pour autant, peut-on dire qu'il y a influence ? «La question est primordiale. La presse n'est pas uniquement un objet économique, c'est aussi un outil traversé par des logiques politiques et idéologiques. Qui peut nier, en Flandre, que Van Thillo est un proche de Verhofstadt et que Het Laatste Nieuws a une ligne très libérale ? En outre, ces intérêts privés ont des effets sur la construction même des «nouvelles»... L'information est une marchandise, dont la rentabilité –au sens pécuniaire– est un objectif en soi.

**PRESSIONS.** L'autre évidence, dont on parle beaucoup moins, c'est l'ensemble des mécanismes sociologiques par lesquels les propriétaires des groupes ne doivent même pas faire pression sur les journalistes pour obtenir ce qu'ils souhaitent.

*Les professionnels de la presse, les grands noms, les éditorialistes qui insufflent les lignes directrices, sont disposés à tenir sur le monde un discours qui globalement va dans le sens de la reproduction du système. Ils ont donné des gages de leur adhésion, même inconsciente, à l'ordre social ou économique».*

Evidemment, on pourrait dire que ce point de vue est exagéré. Mais ces derniers temps, la parole médiatique sur l'austérité indispensable confirme ce verdict tranché. La presse se présente comme un contre-pouvoir, mais elle joue plutôt le rôle d'attaché de communication du gouvernement en place. Ce n'est pas un complot, c'est une proximité idéologique.

Il n'y a plus de médias grand public qui, sur les questions socio-économiques, fasse contre-point à la logorrhée justifiant la discipline, la nécessité des réformes structurelles, l'allongement de la vie au travail, la contestation de l'indexation des salaires et la déraison des grèves injustifiées...

Bien plus que le monde politique, c'est l'oligarchie économique qui tient entre ses mains les rênes du «quatrième pouvoir». Des liaisons dangereuses façonnant l'opinion, criminalisant les résistances sociales, exaltant le marché et l'esprit d'entreprise ●●●



••• La dénonciation de cette collusion entre presse et argent ne date pas d'hier. Dès la fin du 19ème siècle, les pamphlets se sont multipliés pour dévoiler les moeurs d'une profession rongée de l'intérieur par les magouilles, la connivence et le chantage.

**VÉNALITÉ.** L'argent corrupteur était au centre de toutes ces polémiques. Accusés, souvent à juste titre, d'entretenir avec les milieux économiques des relations quasi incestueuses, les gazettes étaient régulièrement soupçonnées de verser dans la vénalité sans scrupule.

Le journalisme incarnait alors, dans l'imaginaire populaire, la servilité à l'égard du pouvoir. Même si, par leurs excès rhétoriques, leurs relents populistes et leur propension à envisager la critique du système médiatique sous le seul spectre de la conspiration ou du «grand complot», toutes ces dénonciations avaient au moins un mérite: celui de démystifier l'image officielle d'une presse «libre».

La plupart des médias belges sont donc aujourd'hui la propriété de puissants groupes industriels et bancaires. Mais cette (em)prise directe des capitaux privés sur la presse n'est pas le seul mécanisme de collusion: la participation des directeurs de médias aux clubs privés de l'élite belge (comme *le Cercle de Lorraine*, par exemple) constitue un de ces foyers de complicités. *Le Cercle* (autrefois hébergé au château Fond'Roy à Uccle et, maintenant, installé dans le quartier huppé du Sablon) réunit –à l'instigation du délinquant multirécidiviste Stéphan Jourdain– un bon millier de personnalités essentiellement recrutées dans les secteurs de la finance nobiliaire et de l'industrie, dans les rangs des plus hauts responsables politiques, judiciaires et diplomatiques.

**RELAIS.** L'un des vecteurs privilégiés, par lequel le pouvoir économique assure aussi le monopole de son discours sociétal, reste la présence –au sein même des rédactions– de personnalités qui sont autant d'antennes-relais du pouvoir économique.

Exemples-types: Guy Duplat, ancien rédacteur en chef du journal *Le SOIR*, est le frère aîné de Jean-Louis Duplat, l'ex-patron de la *Commission bancaire et financière*; son neveu Benoît Duplat est un des actionnaires et directeurs de *G. Partners*, une société de fonds financiers investissant dans la création et le développement de nouvelles compagnies à travers le monde. Le successeur de Guy Duplat à la tête du journal de la rue Royale n'est autre que Daniel Van Wylick, venu de *la Dernière Heure*. Ce dernier cumule ce mandat avec celui de gérant de *Bagama*, une société de commerce en gros.





Quant à l'éditorialiste en chef du *SOIR*, Béatrice Delvaux, c'est une ancienne stagiaire du *Fonds Monétaire International*. B. Delvaux a notamment commis plusieurs articles dithyrambiques sur le marchand de clous Albert Frère, dont l'immense fortune provient en réalité du détournement systématiquement délictueux des subsides d'Etat. Christine Simon (qui, elle aussi, s'est longuement occupée du Service économique et financier au sein du plus grand quotidien francophone belge) y a longtemps exprimé sa révérence à l'égard du pouvoir économique. Ses articles les plus complaisants ? Ceux notamment consacrés à Philippe Bodson (du temps où il dirigeait *Electrabel*)...

Autre décor. A *La Libre Belgique*, Jacques Zeegers a été durablement responsable de sa rédaction et membre de son comité idéologique; même après avoir quitté le quotidien ecclésial en 1989 (pour *l'Association Belge des Banques*), il continuera à y plaider (via des tribunes régulières) la nécessité des privatisations et le démantèlement des acquis sociaux en Europe, sous couvert de modernité et de progrès. Christophe Lamfalussy ? Rédacteur au quotidien papiste depuis 1985, c'est le fils du Baron Alexandre Lamfalussy, ancien président de *l'Institut Monétaire Européen*.

A *RTL*, on peut citer Anne Quevrin, l'ex-présentatrice de l'admirable émission «*Place royale*». Cette sirupeuse monarchiste a pour père Emile Quevrin, ancien patron du groupe *Bruxelles Lambert* et administrateur de la société *Petrofina*. Emile Quevrin a été, durant des années, le bras droit d'Albert Frère, alors actionnaire de *RTL-TVI*.

**AU TAPIS.** Dans la presse-papier, les éditions du *Vif-Magazine* et de *Trends Magazine* sont dirigées par Marie-Thérèse De Clerck, directement apparentée à Roger De Clerck, le patron du groupe *Beaulieu Wielsbeke* (des marchands de tapis, dont les fraudes avérées à l'impôt des sociétés bénéficient d'une indulgence méthodique de la Justice).

Dernier phénomène en date, caractéristique d'une époque où tout se vaut : les transfuges d'anciens rédacteurs venus de la presse d'information générale vers les Cabinets ministériels, et plus encore vers le secteur de la communication d'entreprise. Ainsi, Alain Gerlache (journaliste à la RTBf, dont il animait le Journal télévisé) a choisi de devenir le porte-parole du gouvernement Verhofstadt. Thierry Evens (journaliste à *La Libre Belgique*) est devenu responsable de la communication de *l'Union des Classes Moyennes*. Quant à Guy Elewaut (vice-Président de *l'Association des journalistes professionnels de Belgique*), il est passé directeur du Service «*Relations publiques*» du groupe *Delhaize-Le Lion*. Des signes de permissivité qui ne peuvent plus tromper grand monde ★



# RECEVEZ TOUS LES MOIS UN TRÈS BON CANARD



## EN ADHÉRANT À L'ASSOCIATION

Actif 30 euros / Etudiant 15 euros  
chômeur ou allocataire du CPAS 7,5 euros

(cotisation valable une année durant laquelle vous recevrez,  
le journal *Angles d'Attac*, des documents inédits et  
le programme des activités de l'association)

Etre membre d'Attac-Bruxelles 1 ?  
Un investissement durable et garanti  
pour toute personne soucieuse de défendre  
des valeurs, pas des intérêts.

Attac-Bruxelles 1  
16 avenue Nouvelles, 1040  
Numéro bancaire 523-0800 729-69